



Assemblée générale

Soixante-seizième session

56^e séance plénière

Vendredi 21 janvier 2022, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 112 de l'ordre du jour (suite)

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/76/1)

Le Président (*parle en anglais*) : L'année 2021, qui a été dominée par les crises sanitaire et climatique, a aussi été marquée par l'invincibilité de l'esprit humain, d'incroyables actes de bonté et des collaborations très stimulantes dans plusieurs domaines. Nous sommes désormais au seuil de 2022. J'ai eu l'honneur d'informer l'Assemblée générale mercredi de mes priorités et des nombreuses réunions prescrites qui nous attendent à la reprise de la soixante-seizième session.

Aujourd'hui, le Secrétaire général va nous présenter ses priorités pour l'année. Les membres constateront que le rapport du Secrétaire général (A/76/1) présente clairement les résultats concrets obtenus par l'Organisation dans les huit domaines prioritaires : développement durable ; paix et sécurité ; développement de l'Afrique ; droits humains ; assistance humanitaire ; justice et droit international ; désarmement ; et lutte antidroque, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme.

Dans le cadre du débat d'aujourd'hui, qui se tient pour la troisième fois au début de la reprise de la session, je me réjouis à la perspective d'entendre les réflexions et les idées des membres sur ce rapport. Toutefois, avant

d'ouvrir le débat, qu'il me soit permis de faire quelques observations sur le rapport et sur la manière dont il s'harmonise avec les cinq rayons d'espoir de ma présidence.

Pour ce qui est du relèvement après la maladie à coronavirus (COVID-19), nous, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, avons contribué à créer le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, le volet vaccins du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, qui, au 12 janvier 2022, avait versé 989 millions de dollars à 144 pays participants.

En ce qui concerne la reconstruction durable, l'ONU a aidé 5 millions de personnes à obtenir un emploi ou à améliorer leurs moyens de subsistance dans 28 pays touchés par la crise, et elle a collaboré avec 30 gouvernements en vue d'établir des indices de pauvreté multidimensionnels pour renforcer l'inclusion sociale.

Pour ce qui est de répondre aux besoins de la planète, l'ONU a permis à 800 000 ménages dirigés par des femmes dans 16 pays d'avoir accès à une énergie propre, abordable et durable et a protégé ou restauré 344 millions d'hectares de paysages et d'habitats marins.

Quant au respect des droits de tous, l'ONU a soutenu plus de 8 000 victimes de formes contemporaines d'esclavage dans 23 pays et dirigé 12 opérations de maintien de la paix avec un effectif total de 90 000 personnes, dont plus de 4 000 soldates de la paix.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



En ce qui concerne la revitalisation de l'ONU, les réformes apportées aux structures de l'Organisation dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité et de la gestion ont facilité une réponse cohérente et agile face à la pandémie, permettant de gagner du temps et de l'argent. La première déclaration du Secrétariat relative au contrôle interne a également été signée, donnant l'assurance aux États Membres que les activités prescrites à l'échelle du Secrétariat sont menées de manière efficace et efficiente.

Comme le montrent ces résultats, malgré la pandémie, l'espoir perdure, les communautés prospèrent et les sociétés continuent d'aspirer à un monde meilleur. Il est possible de faire des progrès et d'obtenir des résultats grâce à la volonté politique des États Membres et au leadership du Secrétaire général, un bâtisseur de ponts qui veille constamment à ce que :

« La personne humaine [reste] au centre de [son] travail et.../... au centre de notre travail à tous » (A/71/PV.27, p.10).

Les membres peuvent être assurés que la coopération entre mon bureau et le Secrétariat revêt la plus haute importance, notamment tandis que nous poursuivons les discussions sur le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). À cet égard, je me réjouis à la perspective de la tenue, prévue les 10 et 11 février, du premier des cinq débats thématiques informels.

Durant ma présidence placée sous le signe de l'espoir, je m'engage plus que jamais à agir en faveur des personnes, de la planète et de la prospérité. Ensemble, nous pouvons et nous allons surmonter les nombreux défis complexes auxquels nous sommes confrontés et renforcer le statut de l'ONU en tant que pierre de voûte du multilatéralisme.

Avant de poursuivre, comme je l'ai indiqué dans ma lettre datée du 11 janvier, le Secrétaire général va faire une déclaration afin de présenter à l'Assemblée ses priorités pour 2022, après quoi la séance sera suspendue pour céder la place à une réunion informelle où les représentants pourront poser des questions et formuler des observations.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Nous commençons une nouvelle année aux prises avec une pandémie mondiale. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de bouleverser nos vies et

nos projets et de frustrer nos espoirs. La seule certitude que nous ayons, c'est que nous n'en avons pas fini avec l'incertitude. Les inégalités se creusent. L'inflation augmente. La crise climatique, la pollution et la perte de biodiversité se déchaînent. Des troubles politiques et des conflits féroces agitent le monde. La méfiance entre les puissances mondiales atteint son paroxysme. Et les autoroutes de l'information sont encombrées de haine et de mensonges, alimentant les pires pulsions de l'humanité.

Nous savons tout cela. Ce n'est pas le moment de se contenter d'énumérer les problèmes et de se lamenter. C'est le moment d'agir.

Au fond, tous ces problèmes traduisent les échecs de la gouvernance mondiale. De la santé mondiale au numérique, de nombreux cadres multilatéraux actuels sont dépassés et ne sont plus adaptés. Ils ne protègent pas les biens publics mondiaux essentiels – économie mondiale, systèmes financiers, santé de notre planète – censés œuvrer pour le bien-être de l'humanité. Les cadres multilatéraux ne permettent pas non plus de concrétiser nos aspirations communes : la paix, le développement durable, les droits humains et la dignité pour toutes les personnes. Mon rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982) est un point de départ pour faire face à ces problèmes et à ces menaces, en faisant appel à l'unité et à la solidarité. Les pays en développement en ont plus que jamais besoin.

Je souhaite commencer l'année en tirant la sonnette d'alarme dans cinq domaines : la COVID-19, la finance mondiale, l'action climatique, l'anarchie dans le cyberspace, et la paix et la sécurité. Les cinq foyers d'incendie qui brûlent dans le monde exigent que tous les pays se mobilisent pleinement.

Premièrement, nous devons passer en mode « urgence » dans la bataille contre la COVID-19. Omicron est un avertissement de plus. Le prochain variant pourrait être pire. Il faut absolument arrêter la propagation du virus, ce doit être la priorité absolue partout. Mais le virus ne doit pas servir de prétexte pour bafouer les droits humains, réduire l'espace civique et réprimer la liberté de la presse. Les gouvernements ont aussi imposé des restrictions disproportionnées qui pénalisent les pays en développement : c'est le cas, par exemple, de ce que j'ai qualifié il y a quelque temps d'« apartheid du voyage ».

Nos actions doivent être fondées sur la science et le bon sens. La science est claire : les vaccins sont efficaces. Ils sauvent des vies. En octobre dernier,

l'Organisation mondiale de la Santé a lancé une stratégie pour vacciner 40 % des personnes du monde entier avant la fin de l'année dernière et 70 % avant le milieu de cette année. Nous sommes loin d'avoir atteint ces objectifs. Les taux de vaccination dans les pays à revenu élevé sont sept fois plus élevés que dans les pays d'Afrique. À ce rythme, l'Afrique n'atteindra pas les 70 % avant août 2024.

À travers le monde, les fabricants produisent actuellement 1,5 milliard de doses par mois. Mais la répartition est scandaleusement inégale ; et nous devons faire en sorte que les vaccins produits soient effectivement administrés partout. Au lieu de laisser le virus se propager comme une traînée de poudre, il faut que les vaccins se propagent comme une traînée de poudre. Il faut que tous les pays et tous les fabricants fournissent en priorité des vaccins au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et instaurent les conditions nécessaires à la production locale de tests de dépistage, de vaccins et de traitements dans les nombreux pays en mesure de le faire à travers le monde. Il s'agit notamment pour les sociétés pharmaceutiques de partager plus rapidement les licences, le savoir-faire et la technologie. Nous devons également lutter contre le fléau de la désinformation sur les vaccins. Et nous devons faire beaucoup plus pour préparer notre monde à la prochaine épidémie, comme l'a recommandé le Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie, notamment en renforçant l'autorité de l'Organisation mondiale de la Santé.

Deuxièmement, nous devons passer en mode « urgence » pour réformer la finance mondiale. Disons les choses telles qu'elles sont : le système financier mondial est en faillite morale. Il favorise les riches et pénalise les pauvres. L'une des principales fonctions du système financier mondial est de garantir la stabilité, en soutenant les économies en cas de chocs financiers. Pourtant, face à un tel choc – la pandémie – il a abandonné les pays du Sud. Les investissements déséquilibrés conduisent à une reprise déséquilibrée.

Les pays à faible revenu ont la croissance la plus lente qu'ils aient connue depuis une génération. En Afrique subsaharienne, la croissance économique cumulée par habitant pour les cinq prochaines années pourrait être inférieure de 75 % à celle du reste du monde. De nombreux pays à revenu intermédiaire ne peuvent pas bénéficier de l'allègement de la dette malgré l'augmentation de la pauvreté et les répercussions grandissantes de la crise climatique. Les femmes et les filles,

qui représentent la majorité des pauvres dans la plupart des régions, paient le prix fort et n'ont plus accès aux soins de santé, à l'éducation ou à l'emploi.

Si nous n'agissons pas maintenant, une inflation record, une flambée des prix de l'énergie et des taux d'intérêt exorbitants pourraient entraîner de fréquents défauts de paiement de la dette en 2022, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour les plus pauvres et les plus vulnérables. L'écart entre pays développés et pays en développement devient systémique ; c'est l'instabilité, la crise et la migration forcée assurées.

Ces déséquilibres ne sont pas une faille du système financier mondial, c'est ce qui le caractérise. Ils sont intrinsèques et structurels. Ils sont le produit d'un système qui attribue régulièrement de mauvaises cotes de crédit aux économies en développement, les privant ainsi de financement privé. Les agences de notation sont des décideurs de fait dans le système financier mondial. Elles devraient rendre des comptes et agir en toute transparence.

Les pays en développement souffrent aussi d'un manque de transparence en ce qui concerne l'aide publique au développement, le financement de l'action climatique et d'autres domaines encore. Cela permet le réétiquetage et le double comptage. Ces déséquilibres résultent d'un décalage entre l'économie réelle et l'économie financière ; entre les travailleurs et les marchés monétaires.

Nous avons demandé au Fonds monétaire international (FMI) d'émettre des droits de tirage spéciaux l'année dernière et applaudi sa décision. Mais selon les règles, la grande majorité de ces droits est allée aux économies les plus grandes et les plus riches, celles qui en ont le moins besoin. D'où l'importance de la redistribution. Il en va de même pour des efforts tels que la création du Fonds fiduciaire pour la résilience et la viabilité du FMI, que nous appuyons pleinement, et qui vise à remédier aux injustices en fournissant davantage de financements à long terme et à faible coût aux pays pauvres et vulnérables.

Depuis le début de la pandémie, je demande que le système financier mondial soit réformé, dans le cadre d'un processus inclusif et transparent, en vue de mieux répondre aux besoins des pays en développement. Pour bâtir une reprise solide, les gouvernements doivent avoir à leur disposition les ressources dont ils ont besoin pour investir dans les personnes et dans la résilience, ce qui passe par l'établissement de budgets et de plans

nationaux fondés sur les objectifs de développement durable. Tous les pays doivent avoir les moyens d'investir dans des systèmes de santé et d'éducation robustes, dans la création d'emplois, dans la protection sociale universelle, dans l'égalité des genres et dans le secteur des services à la personne, ainsi que dans une transition juste vers les énergies renouvelables. Pour cela, il est nécessaire de revoir en profondeur les mécanismes chargés de la gouvernance financière mondiale, qui sont dominés par les économies les plus riches du monde.

Il faut recourir à des indicateurs financiers autres que le produit intérieur brut (PIB) et prendre aussi en compte la vulnérabilité, le climat et les risques d'investissement. La détermination des cotes de crédit devrait reposer sur des paramètres fondamentaux et des données factuelles comparables, plutôt que sur de néfastes idées préconçues. Pour réformer l'architecture financière mondiale, il est nécessaire d'établir un cadre opérationnel d'allègement et de restructuration de la dette. Cela implique de réaffecter les droits de tirage spéciaux aux pays qui ont un besoin urgent d'assistance. Cela implique de mettre en place un système fiscal mondial plus équitable, qui permette de partager plus largement une partie des milliers de milliards qui ont été amassés par les milliardaires pendant la pandémie. Cela implique de s'attaquer aux flux financiers illicites, qui dérobent plus de 88 milliards de dollars par an rien qu'à l'Afrique. Cela implique d'accroître les ressources des banques multilatérales de développement afin de leur donner les moyens de mieux soutenir les économies en développement, à la fois directement et par l'investissement privé.

En 2022, je continuerai d'insister pour que ces réformes fondamentales voient le jour, et ferai appel au pouvoir de mobilisation de l'Organisation des Nations Unies afin de stimuler l'investissement en faveur des objectifs de développement durable. Nous devons sauver le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et je compte sur le soutien des Membres.

(l'orateur poursuit en français)

Troisièmement, nous devons passer en mode « urgence » pour faire face à la crise climatique. La bataille pour le maintien de l'objectif de 1,5 degré Celsius sera gagnée ou perdue au cours de cette décennie. Et nous sommes loin d'être sur la bonne voie. Notre planète s'est déjà réchauffée d'environ 1,2 degré Celsius. Les conséquences sont dévastatrices.

En 2020, les chocs climatiques ont contraint 30 millions de personnes à fuir leur foyer. C'est trois fois plus que les personnes déplacées par la guerre et la violence. Les petites nations insulaires, les pays les moins avancés et les populations pauvres et vulnérables du monde entier ne sont qu'à un choc de l'apocalypse. Les chiffres ne mentent pas. Si nous voulons atteindre la neutralité carbone au milieu du siècle, nous devons réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici à 2030. Or, si l'on s'en tient aux engagements actuels, ces émissions devraient, au contraire, augmenter de près de 14 % au cours de cette décennie. C'est une catastrophe.

Cette année, nous avons besoin d'une cascade de mesures. Toutes les économies développées, et aussi en développement, qui sont de grandes émettrices de gaz à effet de serre, doivent faire beaucoup plus, beaucoup plus vite, pour changer la donne et réduire les souffrances, naturellement en tenant compte du fait que les responsabilités sont communes mais différenciées. De plus en plus, les pays doivent s'engager à réduire considérablement leurs émissions d'ici à 2030. D'autres, y compris certains grands émetteurs, ont une structure économique, notamment une forte dépendance au charbon, qui freine leur action. Ils ont besoin de ressources et de technologies pour accélérer la transition du charbon vers les énergies renouvelables. C'est pourquoi j'ai lancé un appel à la création de coalitions chargées d'apporter une assistance financière et technique à chacun de ces pays.

Pays développés, banques multilatérales de développement, institutions financières privées et entreprises disposant du savoir-faire technologique, tous doivent unir leurs forces au sein de ces coalitions pour apporter le soutien nécessaire, rapidement et à grande échelle, aux pays qui en ont besoin. Dans le même temps, tous les pays doivent renforcer leurs contributions déterminées au niveau national jusqu'à ce qu'ils parviennent collectivement à la réduction de 45 % de leurs émissions d'ici à 2030. Plus aucune nouvelle centrale à charbon. Plus aucune expansion de l'exploration pétrolière et gazière. L'heure est venue pour une augmentation sans précédent des investissements dans les infrastructures d'énergies renouvelables, qui doivent tripler et atteindre 5 000 milliards de dollars par an d'ici à 2030. Et ceci est particulièrement urgent dans les économies émergentes et en développement.

Un investissement majeur dans les énergies renouvelables pourra permettre aussi d'éviter la fluctuation actuelle des prix des combustibles fossiles. Tous les

secteurs et toutes les industries, y compris le transport maritime et l'aviation, doivent être sur une trajectoire permettant d'atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050. Les pays riches doivent enfin honorer leur engagement de financer l'action climatique dans les pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an, et ceci dès 2022. Les pays en développement ne peuvent plus attendre.

Et nous avons besoin d'un grand coup d'accélérateur sur l'adaptation. L'engagement pris à Glasgow de doubler le financement de l'adaptation par rapport à son niveau de départ de 20 milliards de dollars est une priorité urgente et constitue un premier pas important, mais nous serions tout de même loin derrière. Et les mécanismes d'accès et d'éligibilité aux fonds doivent être revus afin de permettre aux pays en développement d'obtenir dans les temps les financements dont ils ont besoin. La vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en Égypte, ainsi que les conférences à venir sur la biodiversité et les océans, représentent d'autres occasions importantes de protéger notre planète et toutes les espèces qui l'habitent. L'effort demandé est extraordinaire. Mais lorsque les peuples travaillent main dans la main, les opportunités d'agir courageusement pour l'avenir sont tout aussi exceptionnelles.

Nous pouvons nous inspirer de ceux qui sont les premiers concernés par l'avenir – les jeunes. Comme sur tant d'autres sujets, les jeunes sont en première ligne pour faire avancer les choses. Répondons à leurs appels par l'action.

(l'orateur reprend en anglais)

Les trois premières crises que j'ai évoquées, la pandémie de COVID-19, la faillite morale du système financier et la crise climatique, représentent une triple urgence pour les pays en développement et un triple facteur de multiplication des inégalités mondiales. Elles portent atteinte aux droits humains et constituent une véritable poudrière susceptible de provoquer troubles sociaux et instabilité. Face à chacune d'elles, nous avons cruellement besoin d'une meilleure gouvernance mondiale pour rétablir l'équité, sauver les objectifs de développement durable et respecter l'engagement que nous avons pris de défendre la dignité inhérente et les droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine.

Le quatrième enjeu est un secteur qui échappe presque totalement à la gouvernance mondiale. Nous devons passer en mode « urgence » pour mettre l'humain au cœur de la technologie. Nous devrions être les maîtres de la technologie, et non ses esclaves. S'il est bien gouverné, ce secteur offre des possibilités extraordinaires, surtout si nous parvenons à garantir un accès à Internet sûr et sécurisé partout sur la planète. Mais le chaos qui envahit de plus en plus l'espace numérique profite aux forces les plus destructrices et prive les gens ordinaires d'opportunités. Dans les pays où l'accès à une connexion haut débit est limité, le simple fait de raccorder les écoles à Internet peut faire augmenter le PIB de 20 %.

Pour concrétiser de tels avantages, il faut connecter en toute sécurité les 2,9 milliards de personnes qui sont encore privées d'accès à Internet, principalement dans les pays en développement. Les femmes sont encore loin derrière les hommes en termes d'accès à Internet. Le Sommet sur la transformation de l'éducation de cette année sera une occasion importante de contribuer à réduire la fracture numérique et à garantir des services Internet abordables, sûrs et sécurisés pour toutes et tous.

À l'heure où nous nous employons à tirer parti des possibilités que nous offre le monde numérique, les dangers que représentent l'usage impropre des données, la désinformation et la cybercriminalité progressent déjà bien plus rapidement que les efforts constructifs déployés pour y faire face. On exploite nos informations personnelles pour nous contrôler ou nous manipuler, pour influencer nos comportements, pour violer nos droits fondamentaux et pour saper les institutions démocratiques. On nous prive de notre liberté de choix sans même que nous le sachions. Les modèles économiques des entreprises de réseaux sociaux tirent avantage d'algorithmes qui favorisent avant tout la dépendance, l'indignation et l'anxiété, au détriment de la sécurité publique. Nous devons mettre en place de solides cadres réglementaires pour changer ce modèle économique.

Afin de remédier à ces problèmes, j'ai proposé qu'un pacte numérique mondial soit établi dans le cadre du Sommet de l'avenir qui se tiendra en 2023. Dans ce pacte, les gouvernements, le secteur privé et la société civile s'accorderont sur les grands principes qui doivent sous-tendre la coopération numérique à l'échelle mondiale. Cela permettra de renforcer la stratégie coordonnée en matière de cybersécurité de façon à protéger la population et les infrastructures civiles. J'ai

également proposé l'élaboration d'un code de conduite mondial visant à mettre fin à l'infodémie et à la guerre menée contre la science et à promouvoir l'intégrité de l'information publique, notamment en ligne. Nous avons hâte de lancer ce projet avec les gouvernements, les médias et les organismes de réglementation.

Tant d'avancées technologiques sont en préparation dans ce domaine. Je continue d'exhorter les États Membres à accélérer leurs efforts en vue d'interdire les armes létales autonomes et à commencer à réfléchir à l'établissement de cadres de gouvernance applicables aux biotechnologies et aux neurotechnologies, comme je l'ai souligné dans *Notre Programme commun*.

Cinquièmement, nous devons passer en mode « urgence » pour apporter la paix à un monde où elle se fait rare. Aujourd'hui, le nombre de conflits violents qui ont cours dans le monde est sans précédent depuis 1945. Les coups d'État militaires reprennent. L'impunité s'installe. Les stocks d'armes nucléaires dépassent toujours les 13 000 unités – le niveau le plus élevé depuis des décennies. Les droits humains et l'état de droit sont menacés. Le populisme, le nativisme, le suprémacisme blanc et d'autres formes de racisme et d'extrémisme empoisonnent partout la cohésion sociale et les institutions. Le recul des droits humains, en particulier les droits des femmes et des filles, se poursuit. Mon appel à l'action en faveur des droits humains est un rempart contre ce recul. Nous ferons toujours front, et irons toujours plus loin, pour défendre les droits humains.

Dans le même temps, la crise climatique alimente les conflits et exacerbe les crises humanitaires. Et le terrorisme reste une menace constante, déstabilisant davantage certains des pays les plus fragiles du monde. Grâce à ses capacités de maintien et de consolidation de la paix, l'Organisation des Nations Unies sera toujours aux côtés de celles et ceux qui sont pris dans les combats, et les protégera ; elle œuvrera pour l'édification de communautés plus fortes, plus résilientes et plus pacifiques. La prévention des conflits est au centre de mon projet de nouvel agenda pour la paix. Je m'engage à ne ménager aucun effort pour mobiliser la communauté internationale ; et à intensifier les mesures en faveur de la paix. J'aimerais en mentionner quelques-unes.

En Afghanistan, pour apporter une aide vitale au peuple afghan, il faut injecter des liquidités afin d'éviter un effondrement économique, assurer le plein respect du droit humanitaire international et des droits humains – en particulier concernant les femmes et les filles – et lutter efficacement contre le terrorisme.

En Colombie, pour soutenir et approfondir la mise en œuvre de la paix, il faut renforcer le soutien de l'ONU.

En Éthiopie, pour garantir la fin des hostilités, de toutes les hostilités, ainsi qu'une assistance humanitaire partout, il faut assurer un cessez-le-feu durable et le retrait des forces étrangères et promouvoir un dialogue inclusif associant tous les Éthiopiens et toutes les Éthiopiennes.

En Haïti, pour encourager et soutenir les solutions proposées par les Haïtiens et Haïtiennes afin de mettre fin à une crise politique et institutionnelle qui s'aggrave, il faut élaborer une nouvelle constitution et organiser des élections dans un environnement sûr et pacifique.

En ce qui concerne l'Iran, il faut appuyer les pourparlers visant à relancer le Plan d'action global commun ainsi que la coopération entre l'Iran et ses voisins.

En Israël et en Palestine, il faut encourager les parties à s'abstenir de prendre des mesures unilatérales – y compris l'expansion des colonies et la violence – et contribuer à relancer le processus de paix et à ouvrir la voie à la fin de l'occupation et à une solution viable à deux États.

En Libye, il faut promouvoir le dialogue, soutenir les élections présidentielle et parlementaires dès que possible et faire pression pour un retrait coordonné des combattants étrangers.

Au Mali, il faut poursuivre la collaboration avec toutes les parties prenantes nationales et régionales en vue de rétablir l'ordre constitutionnel, de programmer des élections selon un calendrier acceptable et de renforcer l'accord de paix.

Au Myanmar, il faut œuvrer au rétablissement de la démocratie, fournir une aide humanitaire et mobiliser le soutien de la communauté internationale reposant sur l'unité régionale.

Au Sahel, il faut s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, du sous-développement et des problèmes de gouvernance, et donner un financement prévisible et durable à la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, en signe de soutien.

Au Soudan, il faut aider le peuple à réaliser ses aspirations démocratiques et soutenir un processus politique intra-soudanais inclusif.

En Syrie, il faut faire avancer la pleine application de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, convoquer à nouveau une Commission constitutionnelle crédible, dirigée et contrôlée par les Syriens, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, libérer les détenus et continuer d'apporter une aide humanitaire à tous ceux et toutes celles qui en ont besoin.

En Ukraine, il faut réduire les tensions et demander instamment que toutes les questions soient traitées exclusivement par la diplomatie.

Au Yémen, il faut imposer un cessez-le-feu durable, ouvrir l'accès au pays et relancer un processus politique inclusif afin de mettre fin à ce conflit désastreux qui dure depuis sept ans.

En matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, il faut tirer le meilleur parti de la dixième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, réduire les risques nucléaires et prendre des mesures en faveur du désarmement nucléaire.

Nous persévérons dans nos efforts afin de prévenir les conflits, de protéger les civils et de consolider la paix, des Balkans occidentaux au Caucase, de la République centrafricaine à Chypre et à la République démocratique du Congo, de l'Iraq à la péninsule coréenne et au Liban, du Mozambique à la Somalie, du Soudan du Sud au Venezuela et au Sahara occidental, et partout ailleurs.

Ce monde est trop petit pour autant de points chauds. Nous avons besoin d'un Conseil de sécurité uni, pleinement engagé dans la résolution de ces problèmes. Les clivages géopolitiques doivent être gérés pour éviter le chaos dans le monde. Nous devons optimiser les domaines de coopération tout en établissant des mécanismes solides pour éviter l'escalade. Dans notre action en faveur de la paix, je fais toujours en sorte que les femmes soient au centre de nos efforts de prévention des conflits, de rétablissement et de consolidation de la paix. Nous savons que les mesures en faveur de la paix sont plus efficaces et durables lorsque les femmes participent pleinement aux processus de décision, de médiation et de paix.

Nous augmentons le nombre de femmes dans les rangs des forces de maintien de la paix. Il n'y en a jamais eu autant à la tête de missions des Nations Unies – il y a aujourd'hui autant de femmes que d'hommes parmi les

chefs ou chefs adjoints de mission. Quarante pour cent du Fonds pour la consolidation de la paix sont consacrés à l'égalité des genres et aux droits des femmes. Nous poursuivons cette grande œuvre cette année.

Le nombre de conflits que j'ai évoqués est une preuve supplémentaire que nous dépensons beaucoup plus d'argent et de ressources à gérer les conflits qu'à les prévenir et à construire la paix. Nous devons revoir sérieusement nos priorités et nos ressources dans le domaine de la paix, et renforcer les investissements dans la prévention et la consolidation de la paix.

Face à tous ces défis, le monde a besoin d'une ONU forte et efficace, qui obtient des résultats. Nos réformes ont été cruciales et nous avons fait des progrès considérables au cours des dernières années. Partant de ces acquis, le soutien continu des États Membres est essentiel, notamment en ce qui concerne le budget-programme annuel.

Les mesures que nous prendrons par rapport aux cinq urgences que je viens de mentionner détermineront le sort des populations et de la planète pour des décennies. Nous devons passer en mode « urgence » et éteindre ces cinq foyers d'incendie, en combattant la pandémie de COVID-19, en réformant le système financier mondial pour assurer une reprise équitable, en luttant contre la crise climatique, en plaçant l'humanité au centre du monde numérique et des technologies d'avant-garde, et en assurant une paix durable. Dans mon rapport intitulé « *Notre Programme commun* », qui renforce le Programme 2030 et les objectifs de développement durable, je propose une feuille de route pour rassembler le monde, dans la solidarité, afin de relever ces défis de gouvernance et de relancer le multilatéralisme pour le XXI^e siècle. Ensemble, faisons de 2022 l'année qui verra l'avènement d'une nouvelle voie, plus porteuse d'espoir, plus équitable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Comme mentionné précédemment, je vais maintenant suspendre la séance pour passer à une réunion informelle. La séance officielle reprendra ensuite pour permettre aux délégations de faire des déclarations au titre du point 112 de l'ordre du jour.

La séance est suspendue à 10 h 40.